

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES **(CCTP)**

Pouvoir Adjudicateur (PA)

Direction de l'environnement de l'aménagement et du logement de La Réunion (DEAL)

Personne responsable du marché, représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)

M. Eric BATAILLER, Directeur de la DEAL

Objet du marché

Etude foncière de la zone des 50 pas géométriques (ZPG) de La Réunion
sur les communes de Saint-Pierre et Saint-Benoît.

Le CCTP comporte 11 pages

Sommaire

ARTICLE 1. CONTEXTE GENERAL.....	3
1.1 Préambule.....	3
1.2 Etat des lieux du foncier et du plan cadastral à La Réunion.....	3
1.3 Evolution des régimes juridiques du foncier de la ZPG à La Réunion.....	3
ARTICLE 2. ENJEUX DU DPM_n TERRESTRE A LA REUNION.....	4
ARTICLE 3. OBJET DU MARCHE.....	4
ARTICLE 4. CONTENU DETAILLE DE LA PRESTATION.....	5
4.1 Eléments de connaissance.....	5
4.2 Eléments détaillés de la prestation.....	5
ARTICLE 5. DELAIS D’EXECUTION DES PRESTATIONS.....	7
ARTICLE 6. MODALITES DE PILOTAGE ET D’ANIMATION.....	7
ARTICLE 7. FORME DES DOCUMENTS A REMETTRE PAR LE TITULAIRE –	
REUNION – ECHEANCIER PREVISION.....	8
7.1 Planning.....	8
7.2 Les prestations à fournir.....	8
7.3 Organisation des réunions.....	8
7.4 La validation des documents.....	9
ARTICLE 8. DOCUMENTS CONSULTABLES OU/ET REMIS PAR LE MAITRE	
D’OUVRAGE.....	9
ARTICLE 9. LES LIVRABLES.....	10
ARTICLE 10. DISPOSITIONS PARTICULIERES.....	10
10.1 Les obligations du titulaire.....	10
ANNEXES.....	11
Annexe 1 : liste des documents fournis par le maître d’ouvrage.....	11
Annexe 2 : modèle de fiche technique des cas d'empiétements.....	12
Annexe 3 : modèle de tableau de données avec table attributaire.....	13

ARTICLE 1. CONTEXTE GENERAL

1.1 Préambule

Le domaine public maritime terrestre de La Réunion est notamment constitué d'une zone bordant le littoral, définie à l'article L. 5111-1 du code général de la propriété des personnes publiques (CGPPP), communément appelée « zone des 50 pas géométriques » (ZPG). Cette zone est comprise entre la limite du rivage et la limite supérieure de la zone des 50 pas géométriques, délimitée par l'arrêté gubernatorial du 4 mai 1876. Selon l'article L. 3111-1 du CGPPP : « les biens qui relèvent du domaine public, sont inaliénables et imprescriptibles ».

La propriété foncière du domaine public maritime (DPM) à La Réunion relève des services de la Direction régionale des finances publiques (DRFIP) et sa gestion est assurée par les services de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL) de La Réunion. En juin 2019, dans le cadre de la stratégie de gestion du domaine public maritime, l'État a décidé de clarifier la propriété foncière du domaine public maritime de La Réunion.

1.2 Etat des lieux du foncier et du plan cadastral à La Réunion

A La Réunion, les limites séparatives de la zone des 50 pas géométriques furent matérialisées par des bornes de « *bois de chandelles* » ou « *rangs de roches* », qui ont pour la plupart disparu, ne permettant plus une délimitation précise du DPMn sur le terrain et parfois mentionnés de manière imprécise dans les actes notariés.

Le plan cadastral a quant à lui été établi par l'État en 1976.

1.3 Evolution des régimes juridiques du foncier de la ZPG à La Réunion

Les modifications dans la législation relative à la ZPG relèvent de quatre étapes majeures

- Le décret du 13 janvier 1922, spécifique à La Réunion, a autorisé l'aliénation des lots de la ZPG, sans déroger à leur imprescriptibilité. Une vingtaine d'adjudications ont eu lieu de 1922 à 1954, dans les secteurs convoités de l'île, qui se répartissent en 1470 lots pour une superficie de 636 ha 27 a (6 362 751 m²). Cependant, les limites séparatives de propriétés ont seulement été décrites dans l'acte par rapport à des éléments présents alentours, sans être nécessairement matérialisées au sol, conduisant à une imprécision de l'étendue du bien ayant fait l'objet de l'adjudication et par conséquent, une insécurité juridique des droits de propriétés.
- Le décret-loi du 30 juin 1955, a fait passer les parties non aliénées de la ZPG, du domaine public de l'État au domaine privé de l'État pour tous les DOM, et autorisant des déclassements : 8 ventes supplémentaires ont été réalisées entre 1955 et 1974, pour une superficie de 22ha 30 a (223 060 m²). Le déclassement de 1955 permet de nos jours, à des tiers de revendiquer des lots de la ZPG au titre de l'acquisition prescriptive.
- La loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 dite loi « littorale », réintègre les lots non vendus de la ZPG en tant que dépendance du domaine public maritime naturel, inaliénable et imprescriptible.

L'intégration du DPMn au domaine privé de l'État jusqu'en janvier 1986, a permis la prescription trentenaire (article 2261 du Code civil), mentionnée à l'article L. 5111-3 du code général de la propriété des personnes publiques (CGPPP), soit « l'usucapion » ou « prescription acquisitive », ouvrant le droit d'acquérir un bien réel par la possession paisible, publique et prolongée dans le temps, c'est-à-dire, *en occupant un bien sans en avoir le titre de propriété*, du fait qu'il n'a pas été contesté dans un délai. Les services de l'État sont régulièrement saisis de revendications par des tiers invoquant la prescription trentenaire.

- La loi n° 96-1241 du 30 décembre 1996, relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur de la zone dite des cinquante pas géométriques dans les départements d'outre-mer. Néanmoins, cette loi ne concerne pas La Réunion, les *Agences des pas géométriques* n'ayant été créées qu'en Martinique et en Guadeloupe.

Chemin de Fer Réunionnais (CFR)

A La Réunion, la zone des 50 pas géométriques supportait entre Saint-Pierre et Saint-Benoît via Saint-Denis, le tracé du **Chemin de Fer Réunionnais (CFR)**. Cette ligne ferroviaire cessa définitivement d'exister en 1976 avec la fermeture de la liaison Saint-Denis-La Possession. L'emprise du CFR a été déclassée en 1957 pour la partie Sud-Ouest et 1976 pour la partie Nord-Est. Le déclassement a eu pour conséquence sa réintégration dans le DPMn pour les parties non vendues. Les emprises en dehors des pas géométriques sont propriétés du Département de La Réunion. Dans certains cas, l'emprise du CFR faisait l'objet d'une servitude de passage dans les lots vendus de la ZPG. Celle-ci est alors devenue sans objet lors du déclassement du CFR. Dans d'autres cas, l'emprise était distincte des lots de la ZPG et le déclassement a permis la réintégration de cette emprise dans le DPMn.

Chemins pêcheurs ou accès transversal à la mer

Des accès transversaux à la mer ont été régulièrement prévus sur le DPMn sans que ceux-ci soient intégrés aux lots des 50 pas géométriques. Ils n'ont donc pas été concernés par les différentes évolutions du statut domanial de la ZPG, ni par les ventes successives. Néanmoins, en l'absence de matérialisation physique, de nombreux chemins ont fait l'objet d'appropriation abusive de tiers.

ARTICLE 2. ENJEUX DU DPMn TERRESTRE A LA REUNION

L'enjeu du marché est de permettre une gestion domaniale sécurisée du littoral réunionnais :

- en apportant les éléments d'informations nécessaires à l'engagement d'éventuelles actions contentieuses ultérieures dans l'objectif de supprimer les empiétements non régularisables (prise en compte des risques littoraux, enjeux environnementaux forts, ...) ;
- en facilitant la régularisation domaniale pour les empiétements sans enjeux identifiés ;
- en renforçant la protection de l'espace naturel et paysager du littoral ;
- en valorisant le littoral et son usage public dans l'intérêt général (réouverture des accès transversaux à la mer).

ARTICLE 3. OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet la réalisation d'une **étude foncière de la zone des 50 pas géométriques (ZPG) sur les communes de Saint-Pierre et Saint-Benoît**.

La commune de Saint-Pierre ciblée par l'étude est mentionnée au décret liste n° 2026-95 du 13 février 2026 établissant la liste des communes dont l'action en matière d'urbanisme et la politique d'aménagement doivent être adaptées aux phénomènes hydrosédimentaires entraînant l'érosion du littoral.

Le marché est conclu sous la forme d'un **marché de services en procédure adaptée**.

Est exclue de l'objet du présent marché, la prise en charge de la représentation en justice.

Le marché ne fait pas l'objet d'une reconduction.

ARTICLE 4. CONTENU DETAILLE DE LA PRESTATION

4.1 Eléments de connaissance

La zone des 50 pas géométriques a été délimitée et bornée conformément à l'arrêté Gubernatorial du 4 mai 1876. Les plans d'origine correspondants ont été versés aux archives départementales de La Réunion. Ils ont été numérisés et sont disponibles en libre accès sur le site des archives départementales (<https://www.departement974.fr/sites-culturels/index.php/Archives/présentation-archives/archives-en-ligne-plans-de-delimitation-des-pas-geometriques.html>).

Le titulaire s'appuiera sur les résultats de l'étude de calage et de digitalisation des emprises de la ZPG et des lots de la ZPG. Les fichiers seront disponibles au format .shp.

Plusieurs analyses domaniales et recensements préalables ont été réalisés par les services de l'État avant 1986. Ces documents sont disponibles auprès des services des Domaines et de la DEAL/SACOD/ULPU de La Réunion.

4.2 Eléments détaillés de la prestation

Il est demandé au prestataire d'apporter son expertise juridique et ses capacités de recherche documentaire sur l'historique des actes de propriétés dans la ZPG au maître d'ouvrage afin que celui-ci dispose à l'issue du marché, de documents explicatifs juridiquement validés et facilement exploitables pour les suites qu'il pourra en donner, soit dans le cas d'une régularisation des empiètements lorsque cela sera possible, soit dans le cadre d'une action contentieuse à l'encontre de tiers.

Les éléments ci-après présentent les contenus détaillés des 2 phases composant les prestations qui devront être précisées dans la note méthodologique de l'offre du prestataire.

PHASE 1 : Recherche documentaire sur l'historique des actes de propriétés dans la ZPG

Réunion de démarrage

Le prestataire présentera **la méthodologie proposée** de sa prestation ainsi qu'un calendrier adapté par phase. Ces éléments pourront faire l'objet de modifications sur propositions du maître d'ouvrage.

L'organisation des prestataires et de la maîtrise d'ouvrage sera présentée et un référent désigné pour chaque partie.

La méthodologie et le calendrier détaillé seront validés par le maître d'ouvrage dans un délai de 8 jours à réception par celui-ci du compte-rendu et des documents modifiés.

1. Etat des lieux

Le prestataire réalisera une analyse initiale des lots sur la base des plans d'origines disponibles aux archives départementales, des lots géo-référencés au format .shp disponibles auprès de la DEAL et des divers actes d'adjudication et de ventes successifs disponibles auprès des services des Domaines.

Il pourra également s'appuyer sur des analyses et inventaires précédemment réalisés, tel que l'inventaire de 1964 mais sans que ces documents puissent être considérés comme exhaustifs dans leur description, ni fiable juridiquement.

Il effectuera une recherche documentaire exhaustive sur l'historique des actes de propriétés vendus successivement à partir de 1922, 1955 et jusqu'en 1986. Cette analyse tiendra compte des spécificités du « Chemin de fer réunionnais » (CFR) (déclassement 1957 et 1970) et des « chemins pêcheurs » inscrits dans la ZPG.

Cette étape est importante, car permettant d'avoir une connaissance fiable, qui servira à fonder la décision de l'Etat sur la situation des empiètements sur le DPMn terrestre. Le prestataire titulaire attachera donc un

regard particulier sur le niveau de précision des données recueillies et signalera les cas complexes ou sans informations.

Les différentes recherches porteront sur :

- les dates de cessions successives ;
- les types d'actes (acte de vente, adjudication, prescription acquisitive,) ;
- les éléments complémentaires nécessaires à la bonne compréhension du bien vendu (surface, éléments descriptifs des limites et nature des biens, éléments de références particuliers (CFR, ravine), ...).

Document de synthèse

A l'issue de cette analyse, le prestataire élaborera un document de synthèse détaillé (sous forme de tableau), retraçant précisément, par lots :

- la surface initiale des lots vendus et son évolution au fil des cessions successives ;
- l'identification du/des propriétaires(s) actuel(s) des lots vendus ;
- la surface initiale des lots non vendus et l'identification des affectataires actuels (Etat, collectivité, ONF ; Conservatoire du Littoral) ;
- la nature de l'occupation initiale et actuelle des lots vendus/invendus ;
- la description des erreurs identifiées dans les actes de cessions successifs, en particulier portant sur la surface et le périmètre.

2. Historique des parcelles

Après validation par le maître d'ouvrage de l'état des lieux exhaustif de la ZPG, le prestataire retracera l'historique de toutes les parcelles actuelles depuis le lot d'origine jusqu'à aujourd'hui.

PHASE 2 : Détermination des empiétements dans la ZPG

1. Analyse cartographique des empiétements

Sur la base des documents de synthèse détaillés et graphiques réalisés en Phase 1, le prestataire devra identifier les empiétements actuels sur le DPMn. Il pourra se baser sur les analyses réalisées précédemment sans que ces analyses antérieures puissent être considérées comme fiables et exhaustives.

Le prestataire déterminera le nombre, la situation foncière des différents empiétements ainsi que leur ampleur, en comparant l'emprise de la dernière ZPG géo-référencée, préalablement mise à jour par le prestataire des éléments recueillis en Phase 1, avec la base cadastrale.

Remarque : le cadastre ne permet pas d'appréhender les situations d'empiétements dans la ZPG de manière précise et fiable.

Le prestataire élaborera un document graphique exhaustif et détaillé des empiétements constatés, ainsi qu'une mise à jour des données disponibles sous format .shp.

2. Constats sur sites

Pour chaque empiétement identifié, le prestataire réalisera une reconnaissance visuelle sur le terrain, avec un reportage photographique, et décrira précisément la nature et la consistance de l'empiétement constaté

(habitation individuelle/immeuble, hangar/local technique, piscine, clôture, parking, activité agricole, ...). Il sera demandé au prestataire de fournir des photographies de haute définition et exploitables.

Le prestataire mettra en forme les données recueillies des situations d’empiétements sous la forme d'un tableau.

Document de synthèse

A l'issue de cette analyse et après validation par le maître d’ouvrage des empiétements identifiés, le prestataire élaborera un document de synthèse détaillé retraçant précisément, par lots :

- les empiétements et leur localisation (GPS) ;
- une description détaillée des empiétements (fiche technique) ;
- une mise à jour du fichier de données .shp, reprenant l’ensemble des informations collectées.

ARTICLE 5. DELAIS D’EXECUTION DES PRESTATIONS

Le délai global imparti au prestataire pour la réalisation des prestations du marché est de **20 mois** fixée à compter de la date de notification du marché.

Les délais d’exécution des phases s'entendent hors période de validation par le représentant du pouvoir adjudicateur. Le délai propre à chaque phase débute à compter de la validation formelle de la phase précédente par le maître d’ouvrage. Le délai de validation de chaque étape intermédiaire par le maître d’ouvrage, se rajoute au délai propre de chaque phase.

Partie technique	Délais
<u>PHASE 1 : Recherche documentaire sur l’historique des actes de propriété</u> <ul style="list-style-type: none"> • Réunion de démarrage-mise au point de la méthodologie • 1. Etat des lieux (12 mois) • Document de synthèse (15 jours) • 2. Historique des parcelles (1 mois) • Document de synthèse (15 jours) • COPIL_validation Phase 1 	14 mois
<u>PHASE 2 : Détermination des empiétements dans la ZPG</u> <ul style="list-style-type: none"> • 1. Analyse cartographique des empiétements (3,5 mois) • 2. Constats sur sites (2 mois) • Document de synthèse (15 jours) • COPIL_validation Phase 2 	6 mois

ARTICLE 6. MODALITES DE PILOTAGE ET D’ANIMATION

Le pilotage de l’étude est assuré par la Direction de l’environnement, de l’aménagement et du logement (DEAL), représentée par le service aménagement et constructions durables (SACOD), unité littoral,

paysages et urbanisme (ULPU). La Direction régionale des finances publiques (DRFIP) est associée à la démarche. Les représentants des deux services précités, forment l'équipe projet.

Ainsi, l'ensemble des prestations, au fur et à mesure de l'avancée de la démarche, devra être remise dans un délai permettant une validation collective.

Les prestations commenceront par une phase de planification et d'organisation du travail. Le prestataire assurera également un rôle de pilotage opérationnel, de coordination et d'animation de l'ensemble de la démarche. Ainsi, il appartiendra au prestataire de planifier, d'organiser et d'inviter les partenaires pour les réunions/entretiens. Les salles seront mises à disposition par la DEAL ou la DRFIP.

Le prestataire pourra être amené à contacter et inviter les autres partenaires concernés par les actes notariés du DPMn terrestre (la Région, les Collectivités, le Conservatoire du Littoral de La Réunion et l'ONF), en tant que de besoin et en accord avec le maître d'ouvrage.

Le prestataire s'engage à désigner, en début d'étude, un interlocuteur référent pour les relations avec le maître d'ouvrage. Il transmettra son nom et ses coordonnées professionnelles. Si cette personne n'était plus en mesure d'accomplir sa mission, le prestataire devrait en aviser immédiatement le maître d'ouvrage. A ce titre, obligation lui est faite de désigner un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres sans délai. Il sera assisté, pendant la durée de la mission, par les collaborateurs qu'il aura désignés lors du dépôt de son offre. Il s'interdit de désigner d'autres personnes que celles indiquées dans le cadre de la consultation, sauf accord exprès du maître d'ouvrage. En cas d'inadéquation constatée par le maître d'ouvrage d'une des personnes composant la mission d'étude, celui-ci se réserve le droit d'en demander le remplacement.

ARTICLE 7. FORME DES DOCUMENTS A REMETTRE PAR LE TITULAIRE – REUNION – ECHEANCIER PREVISION

7.1 Planning

Le planning de la prestation articulera les 2 phases et déclinera les différentes étapes intermédiaires identifiables.

7.2 Les prestations à fournir

Le prestataire produira avant chaque réunion de travail, un document de synthèse retraçant l'avancement de ses prestations, ainsi que les difficultés rencontrées sur lesquelles sera sollicité le maître d'ouvrage. Un support de présentation au format compatible LibreOffice pourra être proposé le cas échéant.

A l'issue de chaque phase ou chaque étape intermédiaire identifiée et avant la réunion de présentation finale de chaque phase, le prestataire produira un document de synthèse comportant l'ensemble des éléments décrits à l'article 4. « Contenu détaillé de la prestation » ainsi que des supports de présentations au format compatible LibreOffice, nécessaire à la présentation et à la validation de la démarche.

L'ensemble des productions sera fourni dans un format informatique modifiable. Le cas échéant, des sorties papier pourront être demandées pour les partenaires impliqués dans l'étude (notamment pour les réunions de présentation).

Une visualisation de type Power Point, compatible LibreOffice de l'ensemble de la prestation avec l'ensemble des livrables, sera demandée.

L'Etat disposera à l'issue des prestations, de la propriété intellectuelle des documents produits.

7.3 Organisation des réunions

Des réunions et des entretiens avec les partenaires de l'étude (préparation des réunions, animations des réunions et réalisation des comptes-rendus), seront proposées par le prestataire lors de la mise au point de la méthodologie en phase 1.

A titre indicatif, le volume des réunions prévu avec l'équipe-projet est le suivant :

Partie technique	Nombre de réunion
<p>PHASE 1 : <u>Recherche documentaire sur l'historique des actes de propriété</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Réunion de démarrage-mise au point de la méthodologie • 1. Etat des lieux • Document de synthèse • 2. Historique des parcelles • Document de synthèse • COPIL_validation Phase 1 	<p>4</p> <p>(1 réunion de cadrage, 2 réunions intermédiaires, 1 réunion de restitution)</p>
<p>PHASE 2 : <u>Détermination des empiétements dans la ZPG</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • 1. Analyse cartographique des empiétements • 2. Constats sur sites • Document de synthèse • COPIL_validation Phase 2 	<p>1</p> <p>(1 réunion de restitution)</p>

Ce volume de réunions n'**inclut pas les échanges téléphoniques ou les points ponctuels qui devront être effectués pendant l'étude.**

Le candidat peut, s'il le souhaite ajouter des réunions supplémentaires. Leur contenu et leurs objectifs devront être justifiés. Elles seront comprises dans le prix global et forfaitaire.

Des déplacements sont à prévoir dans le périmètre d'étude. L'ensemble des déplacements sur sites sont inclus dans le prix global forfaitaire.

Conformément au règlement de la consultation, les candidats, devront fournir des éléments détaillés permettant d'apprécier leurs capacités à répondre aux prestations attendues.

7.4 La validation des documents

L'ensemble des prestations devra être remis dans les délais prescrits.

Le prestataire s'engage formellement à mettre à jour les éléments remis en réunion dans un délai de **15 jours** à partir de la date de la réunion. Suite à la réception du compte-rendu finalisé par le prestataire, le maître d'ouvrage validera les éléments produits pour chaque étape du projet. La validation formelle d'une phase d'étude par le maître d'ouvrage, vaut notification d'engagement pour la phase suivante.

ARTICLE 8. DOCUMENTS CONSULTABLES OU/ET REMIS PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

Une liste de documents remis aux candidats ou consultables, figurent en annexe I. Le prestataire peut s'appuyer sur les travaux existants mais est informé qu'ils ne peuvent être considérés comme exhaustif et juridiquement valable. Les modalités d'accès aux archives et la nature des documents libre d'accès, seront précisés par la DRFIP lors de la réunion de lancement.

ARTICLE 9. LES LIVRABLES

Les documents élaborés dans le cadre de cette étude, décrits dans chaque phase, comprennent :

- un compte-rendu pour chaque réunion
- les supports de présentations de type Power Point compatible LibreOffice pour chaque réunion
- un document de synthèse par étape intermédiaire et un document final pour chaque phase
- les fiches techniques par cas, prévues en phase 2
- les fichiers des lots de la ZPG au format .shp. La mise à jour des données issues de l'étude prévues en phase 2
- un document final de synthèse à l'issue de l'étude, intégrant :
 - l'ensemble des documents élaborés et validés dans le cadre de cette étude
 - compte-rendu ;
 - documents de synthèse ;
 - documents graphiques ;
 - fiches techniques (annexe 2).
 - et un résumé non technique détaillant la méthodologie utilisée et les résultats atteints

Nombre et format des documents

- Nombre d'exemplaires

Les documents sont remis à chaque membre de l'équipe projet, au format papier, en séance. Il sera précédé d'un envoi par mail au format pdf, avant chaque réunion.

- Format des documents

Les documents produits sont remis aux formats OpenDocument (ODF 1.2 Étendu : .odt, .ods, .odp, etc. et Libre-office) modifiables non protégés, et au format PDF.

Pour les documents produits sous la forme de tableaux de données, les formules utilisées doivent être accessibles dans le fichier ods.

Pour les documents photographiques, la prise de vue devra être de haute définition et exploitable juridiquement.

Sont à prévoir des documents en couleur pour les fiches techniques, cartographiées et légendées.

Les cartes produites seront fournies en png, en pdf pour impression et SIG en format .shp.

ARTICLE 10. DISPOSITIONS PARTICULIERES

10.1 Les obligations du titulaire

Le titulaire exerce sa mission pour le compte de l'Etat et en lien avec celui-ci. Il s'engage à accomplir tous les actes nécessaires, selon ses domaines d'interventions, concernés par le projet. Il devra mettre en garde le maître d'ouvrage de toutes conséquences dommageables des dispositions inscrites dans les pièces lors de son analyse et qui seront portées à sa connaissance tout au long de sa mission.

Le maître d'ouvrage pourra en permanence faire appel à l'expertise du titulaire, en posant toutes les questions dans les domaines d'interventions du présent marché (CGPPP, etc.).

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

Le titulaire s'engage à mettre en oeuvre tous les moyens appropriés, afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter le caractère confidentiel à des tiers. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution. L'acheteur pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs. La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Cette étude est soumise au Règlement général sur la protection des données. Le maître d'ouvrage procédera à l'inscription du traitement au registre ministériel.

ANNEXES

Annexe 1 : liste des documents fournis par le maître d'ouvrage

- Fichiers de données ZPG au format .shp (lots déjà définis, calages disponibles)
- Plans d'origine de la ZPG consultable sur le site :
(<https://www.departement974.fr/sites-culturels/index.php/Archives/présentation-archives/archives-en-ligne-plans-de-delimitation-des-pas-geometriques.html>)
- Inventaire de 1964

Annexe 2 : modèle de fiche technique des cas d'empiétements

Annexe 3 : modèle de tableau de données avec table attributaire